de Sacha Wigdorovits

Il y a environ quatre semaines, le président américain Donald Trump a présenté son plan de paix en 20 points pour Gaza. Moins de deux semaines plus tard, Israël et l'organisation terroriste Hamas ont annoncé par écrit leur accord pour la mise en œuvre de sa première phase.

En conséquence, Israël s'est retiré à Gaza sur une position convenue et a libéré 2 000 Palestiniens capturés, dont 250 terroristes condamnés. De son côté, le Hamas a libéré les 20 otages encore en vie du massacre du 7 octobre 2023. Les corps de 18 autres otages détenus à Gaza ont également été progressivement rendus à Israël depuis lors.

Jusqu'ici, tout va bien, pourrait-on penser. Pourtant, les médias ne lisent qu'une seule chose : pourquoi le reste de la mise en œuvre du plan de paix n'aboutira pas.

Il est vrai que les étapes suivantes du plan visant à mettre fin au conflit entre les Palestiniens et Israël présentent quelques difficultés. Le plus important est de désarmer le Hamas et de l'écarter du pouvoir à Gaza.

Mais est-ce vraiment aussi impossible et improbable qu'on le prétend ? Après tout, outre l'Arabie saoudite et l'Égypte, la Turquie et le Qatar ont également signé formellement le plan de paix américain. Les deux plus grands soutiens du Hamas ont ainsi donné leur accord pour son désarmement.

De plus, la population de Gaza aspire à la paix. Or, celle-ci ne peut être durable que si le plan Trump est mis en œuvre.

D'un point de vue militaire, le groupe terroriste est également dos au mur après deux ans de guerre. D'autant plus que le président américain Trump a déclaré sans ambiguïté que si le Hamas n'acceptait pas « volontairement » son désarmement, celui-ci lui serait imposé.

Cela signifie qu'Israël aurait le soutien total de l'administration américaine s'il reprenait la main militairement au cas où le Hamas s'opposerait aux autres points du plan de paix, et donc à son désarmement.

La pression externe et interne sur le Hamas est donc forte. Le paradoxe est d'autant plus incompréhensible que leurs seuls alliés se trouvent en Israël : les nationaux-religieux et les ultranationalistes, situés à l'extrême droite. En effet, ces

deux groupes politiques, tout comme l'organisation terroriste palestinienne, tentent par tous les moyens d'empêcher la poursuite de la mise en œuvre du plan de paix pour Gaza.

Le projet de loi sur l'annexion de la Cisjordanie, lancé il y a quelques jours par ces mêmes milieux, vise précisément à atteindre cet objectif. Le projet de loi a été adopté en première lecture par le Parlement israélien, la Knesset, par 25 voix contre 24.

Il a donc été approuvé par moins d'un quart de l'ensemble des députés. Les représentants du Likoud, le parti du Premier ministre Benjamin Netanyahu, se sont abstenus à une exception près. Netanyahu lui-même avait auparavant tenté, sans succès, d'empêcher le vote.

Il est donc clair que la loi d'annexion ne passera jamais en fin de compte. Mais les ultra-religieux et les radicaux de droite nuisent néanmoins à leur propre pays par leur comportement conflictuel. En effet, ils mettent en péril les bonnes relations d'Israël avec son allié le plus proche, les États-Unis.

Le vice-président américain JD Vance, furieux, a ainsi qualifié la décision de la Knesset de « stupidité ». Et son chef, le président Trump, a déclaré sans ambages : « Si Israël annexe la Cisjordanie, il perdra tout soutien de la part des Etats-Unis.

Pour mettre en œuvre le plan de paix américain face à cette résistance du Hamas d'une part et de l'extrême droite israélienne d'autre part, trois éléments sont donc essentiels :

1. Les belles paroles doivent maintenant être suivies d'actes de la part de la Turquie et des pays arabes, ainsi que de la part de la France, de l'Italie et de l'Allemagne.

   Cela signifie que ces pays doivent participer, comme ils l'ont promis, en envoyant des soldats à la force de sécurité à Gaza prévue dans le plan de paix. Et tout d'abord, cette force de sécurité doit veiller à ce que le Hamas soit désarmé et Gaza

démilitarisée.

2. Israël a besoin d'un nouveau gouvernement de coalition dans lequel les ultranationalistes et les nationaux-religieux ne sont plus représentés. Il n'est pas certain que ce gouvernement puisse se passer du soutien du Likoud du Premier ministre Netanyahu, même en cas de nouvelles élections.

   Le « faiseur de deals » Donald Trump a donc déjà indiqué il y a quelques mois, et à nouveau récemment, dans son discours à la Knesset, une voie par laquelle les deux camps en conflit pourraient s'entendre pour travailler ensemble : Le centre-gauche accepte d'abandonner les poursuites pour corruption contre Netanyahu. Celui-ci s'engage en contrepartie à ne pas se présenter pour un nouveau mandat (complet).

   Du point de vue de l'État de droit, un tel « deal » serait certes inesthétique, mais il serait dans l'intérêt du pays. Cela doit prévaloir, en particulier dans la situation actuelle.

3. Les États-Unis doivent maintenir leur pression massive sur les deux parties. C'est-à-dire sur les États arabes et la Turquie d'une part, et sur Israël d'autre part. Fidèle à la devise de l'Erlkönig de Goethe : « Et si tu ne veux pas, j'ai besoin de la force ».

> La plus grande puissance économique et militaire du monde a montré ces dernières semaines et ces derniers mois qu'elle disposait des moyens nécessaires et qu'elle était prête à les utiliser.

La poursuite de la mise en œuvre du plan de paix de Trump est-elle donc une « chose faite » ? Non, ce n'est pas le cas ! Mais elle n'est pas non plus aussi impossible qu'on le dit souvent.

Mais surtout, il n'y a pas d'alternative. En effet, aucun des apologistes qui qualifient le concept en 20 points pour la paix à Gaza – et donc pour la paix entre les Palestiniens et Israël – d'irréaliste, n'a jusqu'à présent proposé de solution meilleure et plus réaliste.

C'est pourquoi, plutôt que d'entonner le chant du cygne au plan de paix de Trump, nous ferions mieux de chanter avec John Lennon « Give peace a chance ».

Sacha Wigdorovits est président de l'association Fokus Israel und Nahost, qui gère le site web fokusisrael.ch. Il a étudié l'histoire, la germanistique et la psychologie sociale à l'université de Zurich et a travaillé, entre autres, comme correspondant aux États-Unis pour la SonntagsZeitung, a été rédacteur en chef du BLICK et cofondateur du journal pour pendulaires 20minuten.